

Points d'Histoire

7 janvier 1979
la libération de Phnom Penh

aménagement de la côte et des îles

les projets pour

Botum Sakor

Ream

Koh Thmei

Koh Ouen et Koh Bong ...

énergies renouvelables:
où en est
le Cambodge ?

**langue française :
120 000 élèves !
et la demande augmente**

Questions d'actualité:

- relance de la coopération française ?
- derniers chiffres pour le Tourisme
- derniers chiffres pour la Confection
- débat sur le mot *génocide*
- le point sur les routes

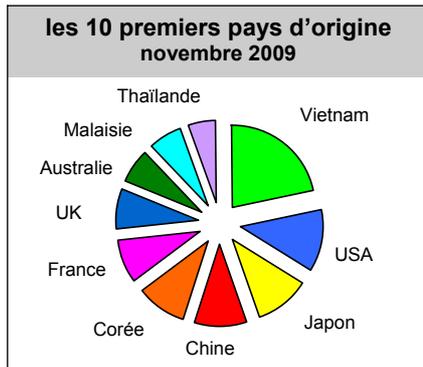
ARIZ
Assurance pour
le financement
de l'investissement
●
Images
d'Asie du Sud-Est

questions d'actualité

Tourisme

Selon les derniers chiffres du ministère du Tourisme, les entrées de visiteurs ont été en novembre de 195 570; c'est 2,1 % de plus qu'en novembre 2008. Pour les 11 premiers mois, compte tenu d'un assez mauvais début d'année, avec 1,926 million d'entrées, le progrès sur 2008, modeste, est de 1,6 %.

Par pays d'origine, en novembre, la tendance reste la même,



avec un très fort progrès des arrivées de Vietnamiens (26 753 entrées, + 45,8 %), stabilité des Américains qui conservent le 2ème rang, forte diminution des arrivées de Coréens (-27 %), diminution aussi des visiteurs Japonais (-3,1 %), légère baisse du nombre des Français (11 413, -3%) qui restent cependant

l'origine européenne la plus représentée, augmentation du nombre des Britanniques, des Australiens, des Malaisiens, et forte augmentation des Thaïlandais (+24,7%).

(stat. Ministère du Tourisme, graph. c.n.).

Destinations:

Siem Reap représente 46,2 % du total, proportion en légère baisse, alors que les destinations «Phnom Penh et autres» augmentent de presque 10 % (53,7 % du total).

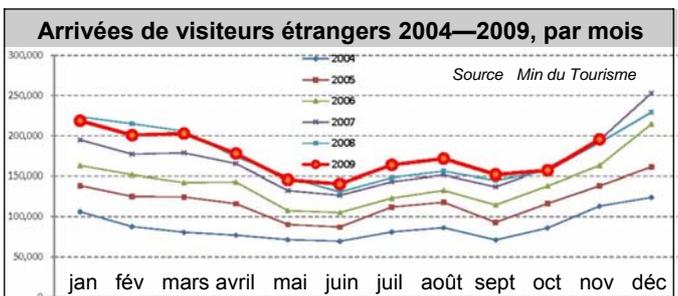
Arrivées par moyens de transport:

- la voie aérienne représente 53,5 % du total des arrivées en novembre (diminution d'un point par rapport à novembre 2008), avec les deux aéroports internationaux à égalité.

- arrivées par la route: 68 269 en novembre, soit + 16 % par rapport à novembre 2008, représentent 34,9 % du total.

- les arrivées par bateau, 11 327 en novembre, sont en augmentation de 31,6 % d'une année à l'autre.

- les «visiteurs d'un jour», 11 248 en novembre (pour la plupart adeptes des casinos frontaliers), sont en diminution de 31 %.

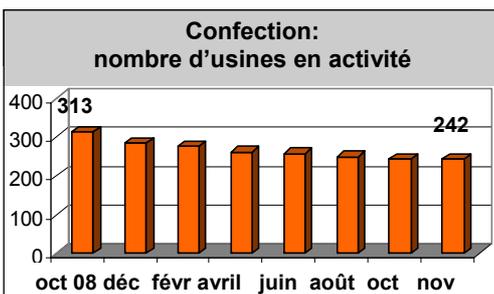


Exportations GSP / MFN

Les exportations GSP / MFN (confection, textiles, chaussures, et «autres») ont atteint en novembre 177 547 millions de dollars, soit 24,6 % de moins qu'en novembre 2008. La Confection (91 % de ces exportations) a diminué de 30,1 %; les chaussures (4 % du total) ont progressé de 26 %; les textiles (1% du total) ont diminué de 54,8 %; les autres produits (4 % du total) ont augmenté de 127 %.

Confection: exportation - 30 %

Les chiffres du mois de novembre n'apportent pas de réconfort dans une situation fortement dégradée.

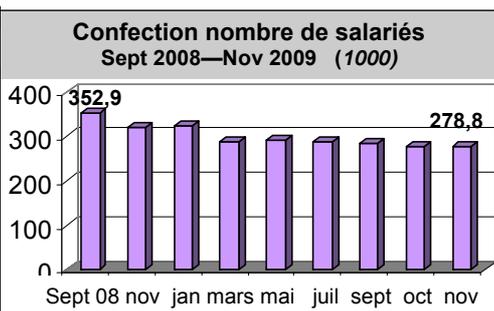


Le nombre des usines en activité, qui avait culminé en octobre 2008 avec 313 unités, a diminué de 71 unités depuis lors. En novembre 2009 il était de 242.

On pourrait tirer un certain optimisme du fait que la diminution, 1 usine de moins en novembre, a été moins rapide: en octobre, la diminution par rapport à septembre avait été brutale: 8 usines.

En fait les

professionnels ne partagent pas cet optimisme. Le niveau des commandes ne le justifie pas. On ne voit pas encore de reprise.



Le nombre des usines «en sursis», 25 en octobre 2008, est passé à 127 en novembre 2009.

Salariés: 74 082 emplois perdus en 12 mois

Pour le nombre des salariés, le maximum a été atteint en septembre 2008 avec 352 955 salariés. La baisse a été forte ensuite. Avec 278 873 salariés en novembre 2009, les emplois perdus ont été, de novembre à novembre, de 74 082.

Comme pour le nombre des usines, on observe cependant une atténuation de la chute et même une très faible amélioration en novembre, avec 475 salariés de plus qu'en octobre.

La masse salariale traduit la même tendance: 23,538 137 millions de dollars en novembre, 1,7 million de plus qu'en octobre. Il y aurait augmentation des heures supplémentaires.

Le salaire moyen, d'après ces chiffres, est de 84,4 dollars par mois.

Exportations en forte chute

La diminution en novembre, comparé à novembre 2008, est sévère: - 30,1 % d'une année à l'autre selon les chiffres du ministère du Commerce.

Ce sont particulièrement les États-Unis (63 % des exportations de la confection cambodgienne) qui ont coupé leurs achats: - 43,1 % en novembre. Ce chiffre casse l'optimisme que l'on avait pu tirer de ceux des mois précédents, indiquant un ralentissement de la chute. Là au contraire la pente s'accroît brutalement.

L'Union Européenne (24 % des exportations) a diminué ses achats, de novembre à novembre, de 11 %; le Canada (8 %) a augmenté les siens de 16,8 %; le Japon (1 % des achats) a augmenté de 582 %; les «autres marchés» (4%) ont diminué de 39 %.

Chaussure: + 26 %

L'évolution est plus encourageante, le nombre des usines en activité est passé à 26 en novembre, un nombre en constante augmentation depuis 5 ans.

Le nombre des salariés

Il augmente régulièrement année après année, atteignant en novembre 34 995.

La masse salariale, 2,64 millions de dollars en novembre fait apparaître un salaire moyen de 75,6 dollars par mois.

questions d'actualité

Tourisme (suite)

Business ? Tourisme ?

En novembre, sur un total de 195 570 arrivées, 178 559 étaient des touristes, 12 584 venaient pour le business, et 4001 «autres» (diplomates, ONG, ...).

On observe de grandes différences selon les pays d'origine. Ceux qui viennent le plus pour le business sont, de loin, les **Chinois** (2 957), suivis des **Coréens** (1 083), des **Thaïlandais** (895), des **Vietnamiens** (800), des **Américains** (671), des **Indonésiens** (631), des **Taiwanais** (619), des **Malaisiens** (571) ... De tous les pays européens les **Français** sont de loin les plus nombreux (543), suivis des **Britanniques** (477), ...

La très grande majorité des businessmen viennent donc de l'Asie de l'Est et de l'ASEAN. L'Amérique du Sud, l'Afrique, le Moyen Orient, l'Europe du Sud sont pratiquement absents.

Les «revenus du tourisme»

qui figurent dans les statistiques du ministère du Tourisme sont les dépenses effectuées par les visiteurs, entrées dans le Parc archéologique, hôtels, restaurants, musées, transports ... (et non les recettes de l'Etat, taxes sur les hôtels, les casinos, entrées dans le parc archéologique, ...). Les chiffres ne peuvent être évidemment qu'approximatifs. Ils ont été en constante progression depuis 1998, atteignant 1,595 millions de dollars en 2008. Le chiffre pour 2009 n'est pas encore connu, il pourrait marquer un certain recul, les dépenses par visiteur selon les professionnels ayant nettement diminué.

Exportations GSP / MFN (suite)

Les exportations en novembre, 8,326 millions de dollars, marquent un **progrès de 25,98 %** par rapport à novembre 2008.

Vers l'**Union Européenne**, de loin le principal acheteur (5,3 millions de dollars), l'augmentation a atteint 21,2 %. Vers les **Etats-Unis** elle a été de 346 % d'une année à l'autre. **Japon**: + 2,5 % (1,34 millions de dollars). **Reste du monde** + 35,3 % (963 millions).

Autres produits: + 127 %

Ils prennent une importance croissante. En novembre, avec des exportations atteignant **14,4 millions de dollars**, en augmentation de 127,7 %, ils viennent loin devant la chaussure. Les meilleurs acheteurs, avec 7,3 millions, la moitié du total, et une augmentation de 213 %, sont les «**autres pays**». Ensuite l'**Union Européenne** 6,2 millions, + 57,4 %. Les achats des **Etat-Unis**, encore faibles, sont en progrès de 804 %.

Ces « autres produits » sont principalement des chaussettes (9,5 millions), les tabliers (3,3), des casquettes (1,9), on trouve aussi des gants, des nappes, des jouets, des toiles de tente, des bicyclettes ...

relance de la coopération française ?

«*La coopération française décline depuis des années, elle s'étiole, estime le gouvernement cambodgien. Il voudrait la relancer* », disait récemment l'ambassadeur de France Jean-François Desmazières lors de la réunion mensuelle de la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne.

Lors de sa visite en France au mois de juillet, le Premier ministre du Cambodge a insisté: nous voulons créer des emplois, des investissements directs français sont les bienvenus.

La réponse française est «que demandez-vous?».

Le ministre des Finances Hor Nam Hong va se rendre à Paris avec des membres du ministère des Finances pour en discuter. Signe du sérieux avec lequel le gouvernement français prend cette demande: un ministre français, peut-être le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, ou le Premier ministre F. Fillon, pourraient venir au Cambodge en Juin prochain.

Il faut dans l'intervalle travailler avec le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, motiver le Medev ... Au Cambodge s'appuyer sur les cinq conseillers du Commerce extérieur, sur la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne.

Pour l'inauguration prochaine de l'aéroport international de Sihanoukville on invitera des personnalités françaises.

Côté français en tous cas, on est tout à fait disposé à discuter sur le pétrole, à établir un calendrier nouveau; à évoluer, à revoir les dispositifs d'accords et d'investissements, par exemple la garantie des investissements.

S'agirait-il de dons, de prêts ? «On manque d'argent des deux côtés» ! On peut envisager par l'intermédiaire de la Proparco des «prêts non-souverains» aux entreprises, aux communautés locales, à la ville de Phnom Penh ... L'aide française à la Régie des Eaux marche très bien, on peut citer aussi le prêt de l'AFD à la SCA ... il faut «*repeigner les accords existants et en créer d'autres*».

Il existe de nombreux secteurs qui peuvent motiver la coopération française, le tourisme, l'agro-industrie, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle, les infrastructures ... et intéresser les entreprises françaises:

Le Directeur du Poste d'expansion économique Gilles Vernet fait observer que les entreprises françaises marquent depuis quelques mois beaucoup d'intérêt pour le Cambodge. Une quinzaine de contrats sont très avancés, concernant toute la gamme des entreprises, des petites aux plus grandes, et quantité de secteurs: distribution, marché du luxe (parfums, mode ...), moyens de paiement, énergie, banque, assurance, télécommunications, vins, médicaments ... —on cite *Guy Degrenne, Mobaipa*, un grand couturier ... Certains investisseurs apprécient particulièrement le fait que le Cambodge faisant partie des PMA ses exportations vers l'Union Européenne sont exemptes de taxes ... «*On devrait voir des contrats se conclure dans les mois qui viennent*».

Canada Bank, Your Best Partner!

7.5%

Perte Zéro
Risque Zéro
Sécurité Maximale

Avec le dépôt à court et moyen terme, profitez d'un investissement sans risque, en vous assurant d'un rendement connu à l'avance.

Pour plus d'informations, veuillez contacter au : 023 215 286 (interlocuteur français : Mr. HOR Kirivuth)

le point sur le réseau routier avec Chhin Kong Hean Conseiller du MPWT

Beaucoup a été réalisé ces dernières années pour le réseau routier du Cambodge. Les 7 RN sont achevées, à l'exception:

- des 14 premiers km de la **RN1**, du pont Monivong à Koki. Pour cette section, le troisième retard est dû aux problèmes d'élargissement de la route existante (il faut indemniser les propriétaires), mais les travaux vont pouvoir commencer début 2010. Ils devraient être terminés dans deux ans.

- de la **RN3**, route assez médiocre, étroite et faisant des vagues, les travaux réalisés par la Corée sont en cours, ils progressent normalement et devraient être terminés en 2010. Après Kampot la route est bonne jusqu'à Veal Rinh où elle rejoint la RN4.

- **RN6, la liaison Poipet—Siem Reap**, 150 km, très importante pour le tourisme, est achevée, elle a été officiellement inaugurée par le Premier ministre le 28 décembre. L'ADB a financé les travaux. Elle est magnifique et presque trop luxueuse si on considère le très mauvais état d'autres routes, estime Chhin Kong Hean. D'autre part, depuis sa réhabilitation il y a beaucoup d'accidents graves parce que les véhicules roulent à grande vitesse. L'ADB finance d'autre part la réhabilitation de routes rurales dans le nord-ouest du Cambodge

- la **RN8**: en travaux, sur financement chinois. Cette importante nouvelle liaison avec le Vietnam permettra à partir de la RN6, par le pont en construction sur le Mékong de Preaek Ta Meak, de rejoindre la RN 11 près de Prey Veng, de là la frontière, et la RN7 à Kraek.

Des travaux sont en cours pour d'autres liaisons importantes, notamment:

- la «**liaison côtière**»: de Thaïlande, elle commence au Cambodge à Koh Kong, rejoint la RN4, suit vers l'Est la RN3 à Veal Rinh, prend à Kampot la nationale 33, de là rejoint la frontière du Vietnam à Lor (Ha Tien). De cette frontière, passage international (où il y a maintenant 2 casinos), on est à 100 km de Ho Chi Minh. Il reste à réaliser 14 km côté Cambodge et plus de 100 km côté Vietnam. Ils seront terminés dans 4 ans. On discute actuellement sur le poste frontière. L'idée est de s'inspirer de celui de Bavet / Moc Bai qui marche bien, nous dit Chhin Kong Hean, Conseiller du ministre des Travaux publics.

- la **liaison Battambang—Païlin**: les travaux sont en cours, ils doivent être terminés en 2010.

- la **liaison RN7 (Ou Pong Muon) - Banlung**: en travaux. Elle contournera par le sud le futur barrage au confluent de la Se San et de la Sre Pok (une dizaine de km en plus). Elle coûte

73 millions de dollars, sur prêt de la Chine, et doit être terminée en 2013.

Pour la section Banlung—frontière du Vietnam, financée par un prêt vietnamien, elle est presque terminée, elle le sera en 2010.

- la **nationale 56** de Sisophon (Serei Saophoan) à Samraong: les travaux commencent en 2010, réalisés grâce à un prêt de l'ADB, et de la Corée, ils doivent durer trois ans.

- **Pour la 68, 113 km** de Kralanh sur la RN6 à O'Smach à la frontière de la Thaïlande, elle devait être réalisée grâce à un prêt de la Thaïlande de 40 millions de dollars, mais l'accord a été annulé par le gouvernement cambodgien pour raison de querelle avec le gouvernement thaïlandais.

Les travaux sont maintenant à la charge du ministère des Travaux Publics, qui pourrait faire appel à Camsamrith qui a réalisé la route à péage de Beng Mealea. Pour la partie Samraong—O Smach ils seront réalisés par l'armée, sur le budget national.

- à l'**Ouest de Battambang**: deux compagnies chinoises vont réhabiliter plusieurs routes:

- la liaison Poipet—Malaï qui longe la frontière thaïlandaise;
- la liaison RN 5 (Thma Koul) - Bavel—Sampov
- Bavel Pich Chenda.

Les négociations sur le mode de financement sont en cours (cn 279). Il n'y a pas encore de calendrier.

La liaison Ouest—Est on a choisi le tracé le plus au nord: de **Tbeng Meanchey à Thala Bharivat** (Stung Treng) en suivant l'actuelle (mauvaise) nationale 64. Ce sera un financement chinois. Le contrat n'est pas encore signé, il n'y a pas encore de calendrier.

- **une liaison Ouest-Est**, réhabilitant la nationale 66, qui irait de Beng Mealea à la nationale 62 (en passant par le Preah Khan) et de là rejoindrait Stung Treng: en attente.

- **Mondolkiri**: la route 76 Snuol—Sen Monorom, 122 km, maintenant réhabilitée, donne maintenant un accès facile à cette région destinée à se développer grâce aux plantations (hévéas notamment), aux ressources minières, au tourisme.

ARIZ, Assurance pour le financement de l'Investissement

L'objectif de ce système, récemment exposé par Eric Beugnot, Directeur de l'AFD au Cambodge, aux membres de la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne, est d'«accompagner les banques dans le financement des PME et des IMF par l'octroi d'un produit de place qui permet, en réduisant les risques pris par les banques, de garantir leur perte finale». C'est un «instrument souple, rentable et facile à utiliser». AROZ garantit jusqu'à 50 % du prêt octroyé par la banque (plafond 2 mio euros).

Sont éligibles: toutes les entreprises privées et les institutions de micro-finance, tous les secteurs d'activité (sauf immobilier d'habitation ...), tout financement d'investissements moyen/long terme. Le processus est le suivant (source ARIZ):



CAMBODGE NOUVEAU

Le 7 janvier 1979 l'armée vietnamienne entrait à Phnom Penh, après une offensive très rapide qui laissait à peine le temps aux dirigeants khmers rouges de s'enfuir, qui par exemple ne laissait pas à Duch le temps de détruire les archives de Tuol Sleng.

L'offensive vietnamienne

Déclenchée le 25 décembre 1978, menée par le chef d'état-major Van Tieng Dung—qui avait déjà dirigé l'offensive contre Saïgon en 1975—, elle se déroule suivant 5 axes routiers majeurs, en direction de Kratie, de Kompong Cham et de Phnom Penh, de Neak Luong, de Kompong Saom, et à partir du Laos en direction de Stung Treng. Ce sont 12 divisions d'infanterie qui pénètrent au Cambodge, soutenues par des chars T 54, des véhicules de transport blindés, des brigades d'artillerie de campagne, de génie et d'artillerie anti-aérienne, des Migs-19 et Mig-21, en tout «120 000 soldats vietnamiens, avec l'appui foudroyant de 40 à 50 raids aériens sur le seul secteur de Kratie ». Aux forces vietnamiennes «il faut ajouter le soutien théorique des 5000—10 000 soldats cambodgiens du Funsak.

Il y eut quelques mûles de résistance acharnée (la patte d'oie notamment), mais toutes les capitales provinciales tombèrent les unes après les autres, Phnom Penh le 7 janvier.

Nominale forte d'environ 100 000 hommes mais plus probablement de 60 000, l'armée khmère rouge perdit près d'un tiers de ses combattants dès les premiers jours de l'offensive. On estime qu'un second tiers déserta et qu'enfin environ 25 000 rescapés réussirent à s'enfuir dans les massifs montagneux des Cardamomes et des Dangrek, ou de l'autre côté de la frontière thaïlandaise.

La déroute des khmers rouges s'explique par la supériorité écrasante des forces vietnamiennes, aussi par le départ précipité des 5 à 8000 techniciens et conseillers militaires chinois.

Poursuivant vers l'Ouest, les Vietnamiens, désireux de ne pas inquiéter la Thaïlande, arrêtèrent leur progression à environ 50 km de la frontière.

Pourquoi l'offensive

Les Vietnamiens avaient de très fortes raisons d'intervenir. Dès

Sources: Nicolas Regaud *Le Cambodge dans la tourmente*; Ben Kiernan *Le génocide au Cambodge*; Nayan Chanda *Les frères ennemis*; R. Jennar *Les clés du Cambodge*. Voir cn n° 167 « Points d'Histoire ».

7 janvier 1979 la libération de Phnom Penh

1975 l'Angkar, avec l'obsession de reconquérir le Kampuchea Krom, envoyait des combattants sur la frontière. Les expéditions meurtrières en territoire vietnamien se succédaient. Des centaines de civils vietnamiens ont été massacrés, 121 agglomérations et villages ont été détruits complètement ou partiellement. C'est pour y mettre fin que les Vietnamiens ont attaqué. Mais aussi pour s'emparer de Sihanouk, afin de le mettre à la tête du Funsak; cette dernière opération a failli réussir, il s'en est fallu de quelques heures. Cet échec, et la facilité de leur victoire, ont engagé les Vietnamiens à poursuivre loin vers l'Ouest.

Le rôle des Cambodgiens

Depuis l'origine il y avait désaccords parmi les khmers rouges.

Les responsables de la zone Est, plus modérés, avec So Phim, Heng Samrin ..., plus proches de Sihanouk, étaient en conflit ouvert avec ceux du centre, de la zone spéciale de Vorn Vet, et du Sud-Ouest de Mok. Il y eut des résistants à l'Est, notamment des Chams et des communistes dissidents, il y en eut aussi dans le Sud-Ouest à Koh Kong. L'Est a été particulièrement victime des purges, des massacres ordonnés par le « centre ». Des milliers de civils Cambodgiens passent la frontière. En novembre, ils sont 400 000 réfugiés au Vietnam.

En Septembre 1978, il y avait dans l'Est 2 000 résistants. Ils s'organisent peu à peu, et voyant qu'ils ne peuvent pas espérer gagner seuls contre le régime, décident de prendre contact avec les Vietnamiens—qui promettent leur aide. Le 2 décembre 1979 les résistants proclament la naissance du Funsak, *Front Uni National de Salut du Kampuchea*. Heng Samrin en prend la direction.

On voit que le 7 janvier 1979 a des origines lointaines, qu'il est un peu la revanche finale des khmers rouges de l'Est et de leurs idées plus modérées sur les durs de l'Ouest qui avaient triomphé en avril 1975 et s'étaient depuis maintenus au pouvoir.

Le 8 janvier

Le 8 janvier, le lendemain de la libération de Phnom Penh est formé le *Conseil Révolutionnaire du Kampuchea*. Heng Samrin en est le président, Pen Sovan est vice-président, Chea Sim ministre de l'Intérieur, Hun Sen ministre des Affaires étrangères. Avec l'appui des Vietnamiens, la nouvelle *République Populaire du Kampuchea* est créée le 12 janvier.

Ouighours: pas de morale en politique

Livrer à la Chine 20 Ouighours venus chercher refuge au Cambodge est une mauvaise action qui heurte la morale et les droits de l'Homme: ces Ouighours, dont plusieurs semble-t-il ont participé aux émeutes d'Urumchi début juillet, risquent en Chine l'emprisonnement à vie ou la peine capitale. La réaction générale: le Cambodge dans cette affaire a été aux ordres de la Chine, a sacrifié ces Ouighours à ses intérêts financiers.

Les organismes de défense des droits de l'Homme protestent, les réactions se multiplient—trop tard. Et on se demande à quoi sert le bureau de Phnom Penh de l'UNHCR, le *Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU*.

C'est la première réaction à cette brève péripétie.

Il apparaît que l'affaire n'est pas si simple, que le respect des droits de l'Homme a eu ses chances.

L'UNHCR qui jusqu'en juillet dernier traitait conjointement avec le gouvernement les dossier des demandeurs d'asile avait alors accepté le principe de transférer l'examen des dossiers au seul gouvernement cambodgien.

Les raisons: - il est normal qu'un gouvernement souverain prenne directement la responsabilité des affaires qui le concernent; - le Cambodge fait de réels efforts pour promouvoir les droits de l'Homme, on peut lui faire confiance.

Arrivent les 22 Ouighours demandeurs d'asile (deux se sont échappés). Le 17 décembre le gouvernement fait passer un sous-décret attribuant officiellement au seul gouvernement la responsabilité de traiter du statut des réfugiés. Le 19: expulsion.

On peut estimer que le bureau de l'UNHCR a délégué trop tôt sa part de responsabilités. Mais qu'il n'avait effectivement pas le droit d'examiner ces dossiers, et encore moins de décider du sort des Ouighours, de leur accorder ou non le droit d'asile.

Il y a cependant une circonstance aggravante que le ministre Khieu Kanharith a soulignée: l'UNHCR a eu, avant le sous-décret, tout le temps, presque un mois, pour aider les Ouighours à trouver un autre pays d'accueil. Le Commissariat en avait alors le droit et les moyens, «c'était l'affaire de 2 ou 3 jours», dit Khieu Kanharith. Mrs Mc Kinsey, porte-parole régionale de l'UNHCR, ne le conteste pas. Elle dit que cette affaire a été «une aberration».

Le ministre enfonce le clou: plutôt que d'aider les Ouighours à trouver refuge ailleurs (et l'autorité gouvernementale lui a donné le temps pour cela, avant de faire passer le sous-décret) l'UNHCR a préféré parler de l'affaire à la presse, a utilisé l'affaire des Ouighours pour critiquer le gouvernement.

Vieille querelle. Les relations maussades ou mauvaises entre l'UNHCR et le gouvernement cambodgien, c'est une situation on peut dire permanente. Tous les représentants successifs de l'UNHCR au Cambodge ont eu maille à partir avec le gouvernement, qui leur reproche d'être politiquement biaisés.

Pour ajouter à la confusion de l'UNHCR, il semble que le gouvernement l'ait utilisé pour rassembler les Ouighours, jusque-là dispersés, dans un lieu unique, d'où il a été facile de les expulser.

Pour ce qui est du comportement du gouvernement avec ces Ouighours demandeurs d'asile, selon toute apparence il ne respecte pas les droits de l'Homme. L'argument est que ces gens sont entrés au Cambodge (on ne sait par quels systèmes intermédiaires) de façon illégale. C'est incontestable, et le Cambodge n'est pas le seul pays à expulser les immigrants illégaux, les sans-papiers; la pratique prend même une ampleur considérable dans le monde. Et le droit d'asile pour raisons politiques est partout accordé avec beaucoup de parcimonie.

Mais on peut regretter le manque de transparence: y a t-il eu, ou non, véritable examen des dossiers? L'UNHCR autant qu'on le sache n'y a pas été associé. Est-ce que quelqu'un s'enquiert du sort des Ouighours livrés à la Chine?

La récompense du gouvernement cambodgien, disent les mauvaises langues: 1,2 milliard de dollars d'aide chinoise signée deux jours après la remise des Ouighours. Il est très probable que ces prêts et dons de la Chine ne soient en rien liés à l'affaire des Ouighours. Il est bien possible que la Chine ait voulu faire une nouvelle démonstration de son pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières.

Dans le même temps, la Thaïlande expulse vers le Laos 4 200 Hmongs.

Il y a peu de morale dans tout cela. Comme dit Machiavel (ou Richelieu?): «un pays n'a pas d'amis, il n'a que des intérêts».

C.n.

L'aménagement de

petites îles, grand luxe: Koh Ouen et Koh Bong

Nature, écologie, les pieds dans le sable, environnement de rêve, oui, mais dans le grand luxe: il y a des amateurs pour «l'écologie», et qui en ont les moyens: c'est la clientèle que vise la société australienne *Brocon*.

Le *Brocon Group*, nous dit Rory Hunter, *Chief executive officer*, est une société de développement immobilier basée au Cambodge. C'est une compagnie à 100 % étrangère – sans partenaire cambodgien.

Elle aménage deux très petites îles toutes proches de la grande île de Koh Rong, qui s'appelaient *Les deux Frères* sur les cartes marines réalisées en 1926–1927 par le service hydrographique de la Marine et s'appellent aujourd'hui *Koh Ouen* et *Koh Bong*, - collectivement *Song Saa*.

« Le resort que nous construisons –*Song Saa Island Resort*– est situé à 29 km de Siha-noukville et fait partie de l'archipel de Koh Rong.



« La formule: une propriété privée qui comptera au total 25 chambres. Les deux îles seront reliées par une passerelle en bois, très bas sur l'eau. La photo ci-dessous donne une idée des aménagements prévus.

« Nous emploierons une cinquantaine de personnes, la plupart habitant les îles environnantes, et c'est la première fois, dit Rory Hunter, que ces gens qui sont des pêcheurs se verront offrir une autre activité que la pêche –qui est une activité en voie de disparition.

« Les besoins en eau, en électricité, le traitement des eaux, tout sera réalisé sur place. Quel est le montant de l'investissement ? Pour l'instant, il n'est pas divulgué.

« Les travaux sont en cours, et nous pensons qu'ils seront terminés au deuxième trimestre de 2011.

« Les villas seront vendues: 200 000 dollars les «jungle villas» avec une chambre, et 450 000 \$ les villas à deux chambres (TVA 10 % comprise). Nous en avons vendu déjà presque la moitié ».



Source: Brocon



Cette seconde partie de notre enquête sur le littoral du Cambodge concerne deux très grands p

- l'aménagement des côtes Ouest et Sud (partie gauche et partie posée droite) de littoral, actuellement successivement occupées par quelques villages de pêcheurs.
- l'aménagement de la partie Sud-Est de l'île de Koh Rong (partie droite de Thmei: au total plus de 2000 ha.

- l'aménagement des deux petites îles de Song Saa

Dès qu'il est question d'aménager des lieux riches en valeur écologique et esthétiques se manifestent : « on ne peut pas dire que ça a été fait en maints autres endroits dans le monde ». Il est bien certain que les paysages vont changer. Le meilleur argument est donné par les investisseurs: « c'est justement la nature, alliée au développement durable, qui intéresse les clients. Simplement nous la rendons accessible et rentable en densités et d'obtenir la rentabilité avec des forêts, mangroves, dans une très large mesure mangrove, forêts, etc. ». Ils acceptent volontiers les règles que le gouvernement a imposées par le Comité interministériel de sauvegarde de la nature.

Le reproche que l'on peut faire à ces projets est de vouloir détruire la nature, mais de la réserver à une clientèle de luxe.

Pour les trois projets dont il est question ici nous avons obtenu la masse (master-plans) et de documents originaux.

e la côte et des îles

un énorme projet: la côte de Botum Sakor

Botum Sakor est cette vaste zone à l'Ouest de la baie de Kompong Saom, environ 35 km d'Est en Ouest, 60 km du Nord au Sud, boisée, un massif qui culmine à 423 m. Il est presque inhabité sauf par des pêcheurs, une douzaine de villages ou hameaux le long de la côte, que l'on ne rejoint que par bateau. C'est le Parc national de Botum Sakor. Aucune route ne le traverse, seulement des sentiers, il est encore entièrement à l'état nature.

La compagnie chinoise *Union Development Group*, de Tianjin, entreprend d'aménager, à partir de rien, le littoral ouest, orienté nord-sud, et le littoral sud, orienté est-ouest, sur une profondeur moyenne de 6 km. C'est un énorme projet, dont la réalisation s'étalera sur de nombreuses années, et dont le coût prévu est de 3,4 milliards de dollars. «On va faire pâlir Phuket et Pattaya !» (voir interview Cham Prasith cn 272).

Le plan-masse a été réalisé de façon déjà très fouillée. Il prévoit notamment la création de sept villages, de nombreuses habitations de tous types, villas, hôtels, maisons de villages, ... de terrains de golf, d'un aéroport, de plusieurs ports, de tous les services publics, Poste, télécommunications, sécurité, police, incendie, administration, et bien sûr de routes d'accès, de routes secondaires, des infrastructures: eau, électricité, traitement des eaux usées, ...

Les concepteurs ont veillé à conserver la mangrove, qui s'étend sur la plus grande partie de la côte sud, et sur une grande profondeur côté Ouest, et côté Sud, autour des méandres des rivières, et beaucoup de surfaces boisées. Ils insistent sur le respect de l'environnement, de la culture existant au Cambodge, sur la faible densité des habitations.

Les routes principales ne longent pas directement la côte mais sont en retrait: une route rejoindra la nationale 48, une route côtière, au Sud, rejoindra Thma Sa (au coin Sud-Est) de Botum Sakor, une autre, côté Est, vers le nord, rejoindra la 48 en suivant le littoral.

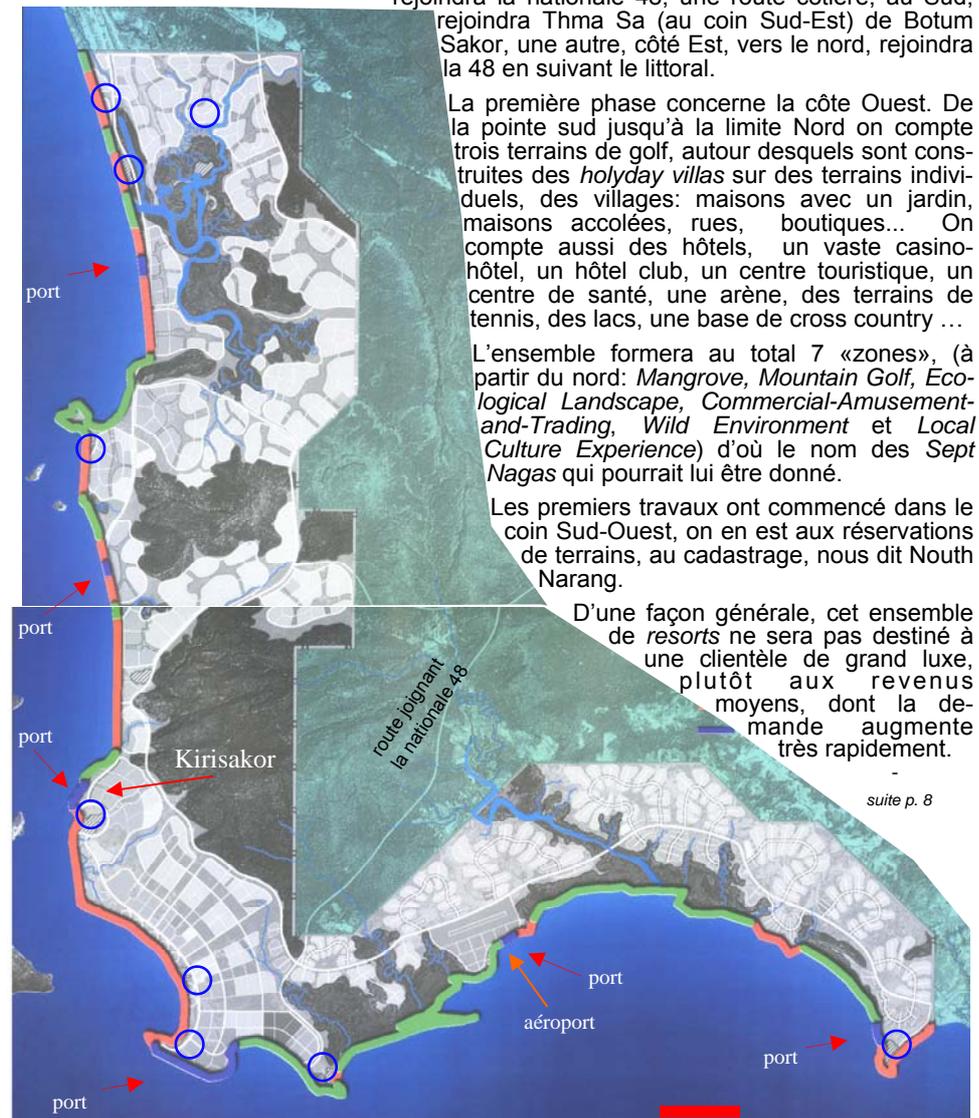
La première phase concerne la côte Ouest. De la pointe sud jusqu'à la limite Nord on compte trois terrains de golf, autour desquels sont construites des *holiday villas* sur des terrains individuels, des villages: maisons avec un jardin, maisons accolées, rues, boutiques... On compte aussi des hôtels, un vaste casino-hôtel, un hôtel club, un centre touristique, un centre de santé, une arène, des terrains de tennis, des lacs, une base de cross country ...

L'ensemble formera au total 7 «zones», (à partir du nord: *Mangrove, Mountain Golf, Ecological Landscape, Commercial-Amusement-and-Trading, Wild Environment* et *Local Culture Experience*) d'où le nom des *Sept Nagas* qui pourrait lui être donné.

Les premiers travaux ont commencé dans le coin Sud-Ouest, on en est aux réservations de terrains, au cadastrage, nous dit Nouth Narang.

D'une façon générale, cet ensemble de *resorts* ne sera pas destiné à une clientèle de grand luxe, plutôt aux revenus moyens, dont la demande augmente très rapidement.

suite p. 8



littoral: en rouge: loisirs; en vert: mangrove; en bleu: ports; cercles: villages (d'après master-plan)

l'aménagement de

Ream: les projets de Yichea

Ce très grand projet concerne la partie Sud-Est de Ream, et une partie de l'île de Koh Thmei qui est toute proche: plus de 2 520 ha au total. L'investisseur, *Yichea Tourism Development Cy Ltd* est chinois.

Là aussi le plan-masse est très élaboré.

Comme les autres projets, celui-ci utilise autant que possible la nature: beaucoup d'eau en lacs, rivières à méandres, mangrove; beaucoup de surface boisée; un certain relief; un rivage de sable. Le mot écologie intervient souvent dans la présentation du projet.

Pour la zone située sur le continent (limite nord: le parallèle 64), environ 2,5 km de profondeur à partir du rivage, tout est organisé autour de l'eau. Il y a un fort contraste entre les zones très peu densément construites, hauteurs boisées, espaces verts, avec dans l'ouest deux terrains de golf, et une partie centrale urbaine, avec des tours, des avenues

Ream: le projet

Evergreen Success and Asia Resort, société basée à Hong Kong, a pour 99 ans la gestion de la zone située dans le Nord-Est de Ream, le long de la route du parallèle 64 jusqu'à la mer est la société chinoise. Le plan-masse n'est pas encore terminé, mais les informations recueillies en décembre 2008 (il n'y a pas de plan) Ce sera un ensemble prévu « pour les trois générations »: marina et sports nautiques, tennis, promenade, de Ream qui se trouve compris dans la concession résidentielle pour habitat de longue durée. Il y aura des écoles, ...



convergeant vers une place centrale. Zones de densité intermédiaire: beaucoup de villas avec des terrains privés. D'importantes surfaces sont conservées en l'état pour des développements futurs.

Les densités sauf pour la zone centrale, restent très faibles. Il est prévu évidemment l'accès routier, large route à partir de l'aéroport international, des routes secondaires, beaucoup de ponts, les infrastructures: eau, électricité qui pourrait venir d'éoliennes et de panneaux solaires, lignes de télécommunications, un hélicoptère, trois ports, drainage, traitement des eaux usées et les services: culture, distractions sports, postes et veille incendie, santé ... il y aura des hôtels, des boutiques, un centre commercial, des parkings, des postes de distribution de carburants ... le plan masse est particulièrement détaillé.

Sur l'île de Koh Thmei (la partie sud-ouest de l'île), qui comporte une grande plage, il y aura deux ports pour les gens et pour les marchandises, des chemins donnant accès aux



documents Yichea

On construit mangrove (où se trouve le dère) jusqu'en pirogue en béton!

En retrait avec ces nos.

Nettement l'ouest des habitations

Au milieu de Ream d'

On en a dit M. F. ment, et Dans un 18 trous sur le P

les

Le Roy sur la co

- à Re presque internati

- et la

des plus grandes îles du Cambodge, au large

Pour le terrain de **Ream**, selon les informations de tirer partie des pentes assez escarpées, c'est là qu'il y aura environ 500 villas, qui profiteront de la *town houses* c'est-à-dire appartements groupés en partie haute plus horizontale. Tout cela «écologique» la facilité d'accès par la route et par l'aéroport vers l'Est. On ne sait d'ailleurs pas si les villas auront leurs frontières respectives, s'il sera fait comme il serait normal. «Nous pensons que les retraités, là une résidence secondaire, que des retraités, aimeront s'installer là».

Dans les projets du **Royal Group** pour Ream, il y a 41, au sud de l'aéroport. En l'état actuel des choses, qu'il y ait de Ream.

Concernant l'île de **Koh Rong**, les projets sont connus. On ne sait d'ailleurs pas dans quelle mesure ils ont été concédés à d'autres investisseurs. Le **Royal Group** a investi plus d'un milliard de dollars. Il faut prévoir de prévoir de traitement des eaux, port, électricité, télécommunications, ... Selon les informations recueillies début janvier

La carte de Ream ci-contre indique approximativement la localisation des concessions de la concession du **Royal Group** à Ream, des concessions **CityStar** et **Yichea**. Les documents de **Yichea** (plutôt que **Yee Gia**) indiquent aussi très précisément

e la côte et des îles

et d'Evergreen

é cambodgienne avec des intérêts de Corée d'une vaste surface –plus de 2 300 ha, si- la rivière Prek Toek Sap. Son voisin au sud, chinoise *Yichea*.

es les grandes options sont là. Selon les infor- en a pas eu depuis):

énérations » («Resort 3 G»): des distractions des à cheval et circuits dans le parc national cession d'Evergreen, mais aussi une zone y aura centres commerciaux, centre de san-

serve intacte la rivière et sa très importante ve qui s'étend sur plusieurs km, de la RN4 trouve un poste de rangers et un embarca- squ'à la mer. Les visiteurs pourront la visiter gue et par des passerelles en bois: pas de

ait le long de la rivière: des tours d'habitation ntre commercial etc ... peut-être 2 ou 3 casi-

ent séparée de cette zone urbaine, dans de la concession, la zone résidentielle, avec titations qui ne dépasseront pas 4 étages.

eu, la zone intouchable, le Parc national de ont les limites ne sont pas encore fixées.

est encore aux études topographiques nous Ray Chew, manager d'Asia Resort Develop- lles seront terminées en juin 2010.

ne première phase nous construisons un golf s aux standards internationaux et une marina rek Toek Sap.



l'île du Lapin en face de Kep – photo c.n

Courses de pirogues à Kep. Dans le fond, l'île du Lapin, excursion très appréciée des touristes. Plusieurs investisseurs sont sur les rangs pour l'aménager. Kep, autrefois lieu de villégiature les gens aisés de Phnom Penh, avec nombre de villas et de résidences, reprend peu à peu ce rôle. Il est prévu d'y construire un port qui permettrait aux visiteurs Vietnamiens de venir facilement au Cambodge et inversement de passer facilement du Cambodge au Vietnam.

pas encore commencé à Ream. En revanche pour l'île de Koh Rong de premiers tra- vaux d'infrastructure sont en cours: une route, un port qui permettent la réalisation, en cours, d'une étude de l'environnement. Les travaux concernant un premier resort doivent commencer à la fin de cette année.

Des informations plus détaillées seront publiées dans le prochain numéro de *Cambodge Nouveau*.

projets du Royal Group

al Group est l'un des investisseurs majeursôte et les îles. Il a en concession :

am 1681 hectares, situés dans l'Ouest de la le, longeant la route 41, au sud de l'aéroport onal.

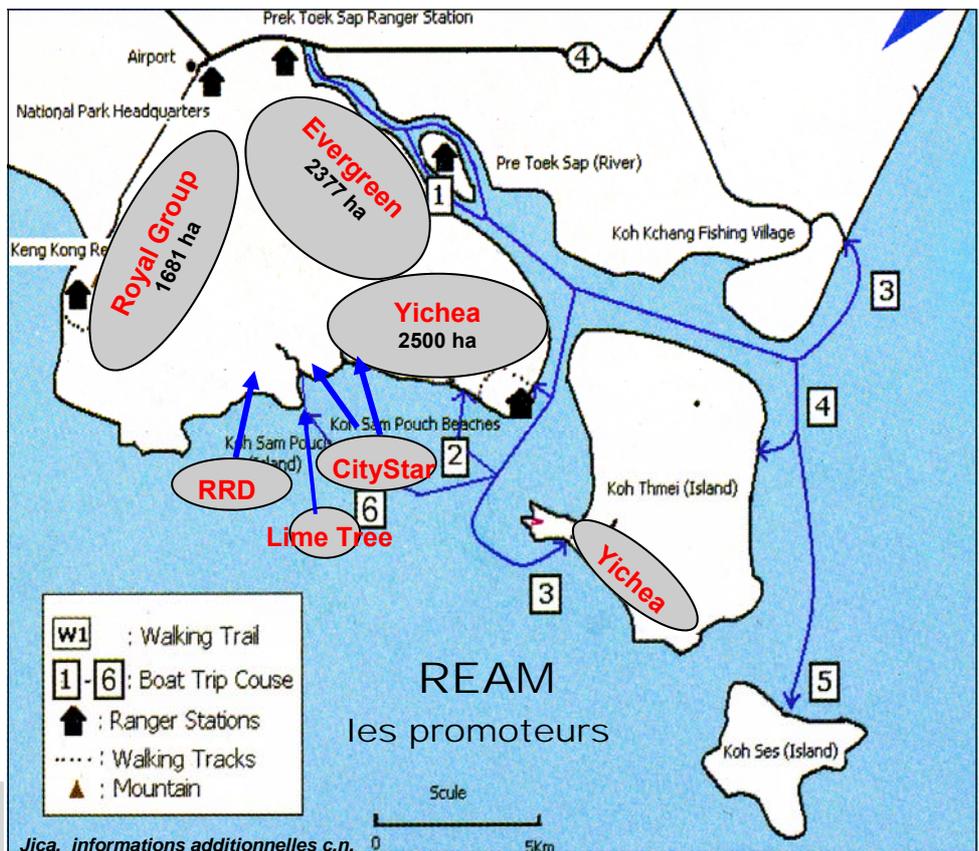
grande île de **Koh Rong**, 7 800 ha, l'une e de Sihanoukville.

ons recueillies fin 2008, les projets prévoient ulminant à 277 m, qui dominent la route 41. t d'une vue très étendue sur la mer, et 200 és comptant deux ou trois chambres, sur la «friendly», insiste le Royal Group. Les atouts: rt, le panorama, une grande réserve d'espas- si les divers investisseurs de Ream marque- cile de passer d'une concession à l'autre – les résidents à Phnom Penh aimeront avoir is, vivant au Cambodge ou venant de l'étran-

il y a aussi un golf, de l'autre côté de la route s projets il y aurait ainsi 5 golfs sur la pres-

s du Royal Group ne sont pas précisément mesure certains secteurs de la côte ont été al Group envisagerait un investissement de grands frais en infrastructures, voirie, eau et mmunications, santé, sécurité, incendie, etc er auprès du Royal Group, les travaux n'ont

oncessions obtenues par les promoteurs. Des cartes préci- de RRD sur la côte et les îles, ont été publiée dans *cn 271*. ent les frontières de ses deux terrains.



Jica, informations additionnelles c.n. 0 5km

Education nationale

L'apprentissage du français progresse rapidement

Madame Khieu Sunran, chef de projet des classes bilingues

M. Wiliam Domingo chef du projet *Valofrase*

Les élèves qui veulent apprendre le français dans les établissements de l'Education nationale ont le choix entre plusieurs formules.

120 000 élèves dans la filière normale

Dans la filière normale (sans heures supplémentaires), s'agissant de l'apprentissage des langues étrangères, l'Education nationale propose l'anglais et le français. Les élèves peuvent choisir le *français première langue vivante* (moins souvent choisi évidemment que l'anglais) ou le *français deuxième langue vivante*, nouvelle formule introduite en 2007 (cn 275), qui connaît un grand succès.

A la rentrée 2009—2010, dit Wiliam Domingo, chef du projet *Valofrase*, *Valorisation du français dans le Sud-Est Asiatique*, nous en sommes à 120 000 élèves.

En 2007, au début du programme, nous étions à 45 000; l'année dernière à 98 000. C'est, en trois ans, presque trois fois plus !

Ce progrès considérable, rapide, montre bien le réel intérêt des Cambodgiens pour l'apprentissage du français.

On peut penser que c'est le dispositif des classes bilingues, qui existe depuis 15 ans, maintenant bien connu des parents et reconnu pour son excellence, qui «tire» l'enseignement du français dans le système éducatif national.

les classes bilingues

Les classes bilingues, explique madame Khieu Sunran, chef de projet, ont été créées en 1994. C'est un programme officiel au sein du Ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports qui reçoit le soutien de la coopération française à travers le projet *Valofrase*.

L'objectif: que beaucoup de jeunes Cambodgiens apprennent

la langue française. Cet apprentissage est volontaire. Pour les élèves qui le souhaitent, il s'ajoute au programme scolaire officiel. Ces classes bilingues sont ouvertes à tous les élèves, même à ceux qui apprennent l'anglais comme première langue étrangère.

Les effectifs: 4 874 élèves cette année en y comprenant le primaire.

8 heures de plus par semaine

Dans ces classes bilingues, les élèves apprennent le français en cours intensifs, 4 heures de plus que le programme normal, plus encore trois «disciplines non linguistiques»: les mathématiques, la physique, et la biologie, en français.

Les enfants des classes bilingues ont ainsi 8 heures de classe de plus, par semaine, que ceux qui suivent les classes normales.

Tout cela repose sur le volontariat des familles et des enfants. Il y a beaucoup de bonne volonté chez ces élèves qui préfèrent appren-

dre plutôt que de se promener pendant leur temps libre, observe Madame Khieu Sunran.

Les classes bilingues commencent à partir de la sixième, dernière année de l'école primaire; les élèves ont 11 ou 12 ans. Ils ont alors 4 heures et demi de français par semaine.

Dans la classe de 7ème, en arrivant dans le collège, et le lycée, ils ont des cours intensifs: 8 heures de français par semaine. Ils acquièrent là une base suffisante pour pouvoir apprendre ensuite, à partir de la classe de 8ème, les mathématiques, la physique et la biologie en français.

Le cursus bilingue dure 6 ans, si on ne compte pas le primaire, 3 ans pour le collège et trois ans pour le lycée. A la fin du secondaire, dit *premier cycle*, les élèves doivent obtenir un diplôme, que l'on appelle **Diplôme national des classes bilingues**. A la fin du lycée, de la classe de 12ème, il y a un examen dit **Examen national des classes bilingues** (le baccalauréat).

«Il y a très peu d'abandons en cours de route, on peut dire qu'il n'y en a pas, mis à part les cas où les parents doivent se déplacer, changer de ville ... ».

Les classes bilingues existent dans 11 établissements secondaires (en plus de 7 dans le primaire), répartis dans 7 provinces: Phnom Penh, Kandal, Takeo, Siem Reap, Battambang, Kompong Cham et Sihanouk. Takeo est la plus récente.

Il faut souligner que nous avons deux filières: l'une où les élèves apprennent le français et les trois disciplines non-linguistiques, et une filière avec le *français renforcé* où les élèves qui font de l'anglais préalable ou du français préalable peuvent avoir en plus 4 heures de français. Cette formule *français renforcé* se développe dans la province de Pursat et dans celle de Kompong Cham.

Il y a dans ces classes bilingues autant

120 000 élèves
apprennent le français:
trois fois plus en trois ans
•
les classes bilingues
filiale d'excellence



photo Valofrase

de garçons que de filles, et on ne peut pas dire les filles soient meilleures, ou que les garçons soient meilleurs, en gros c'est égal.

pourquoi choisir le français ? les classes bilingues, chemin vers le succès

Le français est choisi par un nombre considérable de familles. Cette année 2009—2010 nous avons dans ces classes bilingues, dans le primaire, 4 874 élèves apprenant le français.

Pourquoi le français et non pas, par exemple, le chinois, le japonais, le thaïlandais, le vietnamien ...? C'est d'abord, explique William Domingo, que l'anglais et le français sont les seules langues étrangères proposées dans l'enseignement public. Le chinois, le japonais, le coréen ... ne le sont pas.

Il y a d'autres raisons. Ce qui attire les familles vers le français (après l'anglais), vers la filière des classes bilingues, c'est qu'elle apparaît comme la filière d'excellence.

Le taux de réussite à l'examen national (équivalent du baccalauréat) a été de 100 % à la session de 2009 -pour une moyenne nationale de 77,7 %.

Sur les 300 élèves sortis du système bilingue à la session 2009, 58% (174 étudiants) ont obtenu une mention A,B ou C, contre 10,35% dans tout le Royaume. Parmi les 60 000 élèves qui ont obtenu le baccalauréat cette année scolaire 2009, 15 ont obtenu une mention *très bien* (A) et sur ces 15, trois provenaient des classes bilingues.

Cela montre bien que les élèves des classes bilingues réussissent beaucoup mieux que la moyenne: *50 fois mieux si on prend en compte les mentions A et B*, dit William Domingo qui a fait le calcul. Les élèves des classes bilingues ont 50 fois plus de chance d'avoir une mention A que les autres étudiants, qu'ils viennent du privé ou du public.

Ces mentions leur ouvrent la porte des établissements d'enseignement supérieur, particulièrement les établissements francophones; 34 % des élèves sortis de ce dispositif entrent à l'Université. Environ les trois-quarts des élèves entrant à l'Université dans les domaines Science-éco, Droit, ITC, Education, Médecine, viennent des classes bilingues.

S'ajoute à cela que la France attribue à ces étudiants une certaine de bourses par an d'une durée de 1 à 3 ans dans des universités françaises. Beaucoup d'élèves des classes bilingues ont pu continuer leurs études dans des pays francophones, rappelle madame Khieu Sunran.

On comprend que les familles choisissent d'envoyer leurs enfants dans un système aussi efficace, qui a un tel rendement.

pays voisins: on demande le français

S'agissant des pays avoisinants, Thaïlande, Laos, Vietnam, il est clair en tous cas que le système des classes bilingues attire les Thaïlandais, dit William Domingo. La Thaïlande -qui est pays observateur dans l'Organisation Internationale de la Francophonie- a fait récemment une demande pour créer des sections bilingues dans les établissements secondaires. Il est probable que dans le programme *Valofrase 2* ces demandes

pourront être prises en compte.

Pour le Laos, la situation est la même qu'au Cambodge: les classes bilingues sont des filières d'excellence. C'est la même chose au Vietnam bien que l'on ait moins d'informations. Il y existe cependant plus de 500 classes bilingues, c'est donc un dispositif important.

Ce qui est certain c'est qu'il existe une demande d'apprentissage du français dans ces trois pays, une demande pour un enseignement de qualité. Si le français peut aider à la mise en place d'un enseignement de qualité, c'est positif à la fois pour le français et pour le pays. Si ce n'est pas le cas, à l'évidence les choses iront plus mal ... Tout cela est très bien compris par les ministères de l'Education, de l'Information ...

un financement tripartite

S'agissant du financement des classes bilingues, depuis 2007 il y a une contribution volontaire des parents. Elle est de 15 dollars par an. La coopération française intervient pour un autre tiers des coûts (compléments de salaires pour les enseignants, stages, manuels ...); le ministère de l'Education nationale pour un tiers.

Les élèves de ces classes ont tout ce dont ils ont besoin: les manuels dans toutes les disciplines, les photocopies, les documents pédagogiques ... grâce à la coopération française. Nous avons mis en chantier, dit William Domingo, un manuel pour les classes de français LV2, et un manuel pour les classes LV1 qui est quasi-terminé. Il va s'appeler tous ensemble et va passer au ministère de l'Education pour examen, remarques, évaluation. Cela entièrement réalisé au Cambodge, en coopération avec les experts cambodgiens ... et avec les élèves.

Nous avons aussi pour les classes bilingues des manuels qui viennent de Paris.

La contribution parentale sert à rétribuer les enseignants pour leurs heures supplémentaires. Ils reçoivent 3 dollars par heure supplémentaire donnée en français.

on manque d'enseignants

Jusqu'à maintenant nous avons suffisamment d'enseignants, mais à partir de l'année prochaine les enseignants des disciplines non linguistiques, recrutés par l'AUF en 1994, formés sous l'ancien régime, commencent à partir à la retraite. Nous utilisons aussi des retraités. Nous avons des jeunes formés dans les filières francophones de l'Université Royale de Phnom Penh mais actuellement ils sont éparpillés partout, nous essayons de retrouver leurs traces et de les attirer pour enseigner dans les classes bilingues.

J'essaie aussi de contacter d'anciens étudiants de la filière francophone; certains sont enthousiastes, mais d'autres habitent loin des établissements bilingues ... Donc oui, nous avons quelques inquiétudes au sujet des enseignants.

Conclusion de Madame Khieu Sunran: nous avons réussi à relancer l'enseignement du français dans les établissements secondaires et grâce au projet *Valofrase* à introduire le français langue vivante 2 dans certains établissements du secondaire: au total 120 000 élèves cette année apprennent le français, et nous espérons que ce chiffre va encore augmenter l'année prochaine.



Local experience

Regional expertise

www.cominasiagroup.com

Equipment supply

Turn-key projects

Multitechnical after sales services



Power



Air Conditioning



Water

énergies renouvelables

Où en est le Cambodge ?

avec le **Dr Sat Samy, sous-Secrétaire d'Etat**
Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines



Pont éclairé par panneaux solaires

L'objectif est que le taux d'électrification des villages passe de 20 % actuellement à 100 % en 2020 (quelle que soit la source d'électricité), que celui des foyers passe à 70 % d'électricité «qualité réseau» en 2030.

C'est de la biomasse que l'on attend le plus de progrès.

«On peut dire que nous sommes à jour pour ce qui concerne la stratégie à 20 ans, en particulier pour l'électrification rurale. Le master plan, mis au point avec l'aide de la Jica, a été terminé en 2006. Moins de 20 pays dits PMA ou LDC (*less developed countries*) ont l'équivalent.

«Nous sommes à jour pour la législation et pour l'administration. Le Premier ministre est lui-même très moteur, et il a financé lui-même des installations solaires. Nous sommes en fait très avancés sur la plupart des pays en développement.

«Mais pour ce qui est des réalisations nous sommes en retard parce que nous manquons de moyens. Moins de 20 % des foyers ruraux ont l'électricité par le réseau national ou un réseau local» (en pratique, on s'alimente avec des batteries de voiture).

Les énergies renouvelables présentent donc un intérêt tout particulier pour le Cambodge, et bien entendu elles contribuent à diminuer la pollution.

Nous avons pris des mesures concrètes.

- **fiscalité**: le 31 août 2009 il a été décidé de réduire très fortement les taxes à l'importation pour tous les équipements relatifs aux énergies renouvelables:

- de 35 % à 7 % pour les panneaux solaires et les chargeurs de batteries;

- et de 15 % à zéro pour les turbines éoliennes et hydrauliques.

Ces mesures diminuent fortement le coût des installations, qui passent à 970 \$ pour 75 wats. Mais elles restent tout de même hors de la portée des foyers ruraux dont 30 % sont sous le seuil de la pauvreté.

- 545 installations de **panneaux solaires** ont été réalisées et sont en service, à titre de démonstration: des écoles, centres de santé, pagodes, infrastructures rurales (éclairage de ponts), ... Nous sommes aidés par la Banque mondiale, et sans doute bientôt par l'ADB.

- et l'effort maintenant est d'**attirer des investisseurs pri-**

Crédit-carbone

Le système du crédit carbone est assez ingénieux. Il consiste à associer les entreprises très polluantes à des entreprises pauvres dans des pays en développement.

Les entreprises trop polluantes (cela se mesure) achètent aux pauvres (qui doivent les mériter, selon des critères précis) des «crédits-carbone». Des organismes spécialisés servent d'intermédiaires.

Comme le crédit-carbone coûte cher, les entreprises polluantes sont incitées à polluer moins.

Les pauvres de leur côté reçoivent de ces entreprises de l'argent et des transferts de technologie pour améliorer leur propres performances. Ils obtiennent le droit de vendre des crédits-carbone selon les progrès qu'ils réalisent (exemple: réhabilitation et expansion des forêts existantes, installations permettant d'économiser du carburant, etc ...).

Grâce à ce mécanisme devrait s'organiser un vaste système compensatoire à l'échelle mondiale visant à diminuer la pollution générale.

»C'est très compliqué, 95 % des PMA concernés n'y comprennent rien», dit M. Sat Samy. Mais l'idée progresse et nous la soutenons, nous sommes organisés à ce sujet (la CCCO au sein du ministère de l'Environnement), et nous avons déjà au Cambodge 6 projets approuvés» (voir cn 278).

La réunion de Copenhague n'a pas fait progresser le système du crédit-carbone, mais l'idée n'est nullement abandonnée.

vés dans des *private investment funds* en leur consentant des avantages fiscaux. La faiblesse ici est qu'ils ne connaissent pas le cas du Cambodge, et qu'il n'existe pas de réseaux de distribution.

Ils peuvent investir dans la production d'électricité avec de la biomasse, ou avec un système solaire, au niveau des villages, ou des communes, soit avec le gouvernement avec des dons ou des prêts, soit de façon privée, et vendre l'électricité à des intermédiaires qui la distribuent aux particuliers.

Ce qui manque encore c'est avec l'aide de la Banque mondiale et de l'ADB, une organisation pour l'électrification rurale, comme il en existe pour la Forêt, pour les Pêches, une *Community Electricity Administration* avec les ministères concernés.

Selon les études réalisées, sur plus de 13 900 villages que compte le Cambodge:

- **biomasse**: il s'agit de brûler des combustibles jusqu'à présent inutilisés (ou partiellement, comme les brisures de riz souvent données aux porcs mélangés avec des troncs de bananiers) pour produire du gaz, de la vapeur, qui font tourner des générateurs. Quantité d'expériences sont en cours, utilisant les brisures de riz, de maïs, des coques de noix de coco, de durian, des branches de luciana, du bois d'acacia, des résidus de noix de palme... On essaie des mélanges [voir les essais de «biobriques» du Geres, cn 282]

Il existe déjà des installations en activité, par exemple dans la province de Kompong Cham environ 350 familles sont alimentées par ce système. Près de Sambor Prey Kuk la fondation *Asie pour le Monde* produit plus de 40 kw et alimente une centaine de familles. L'énergie vient conjointement du diesel et de la biomasse, et la part de la biomasse représente maintenant 70 % du total.

L'usine *MH Bioéthanol Distillery* utilise du manioc pour produire de l'éthanol (carburant que l'on associe au diesel).

«Oui, avec ces installations on peut obtenir une énergie moins chère qu'avec des batteries. La rentabilité est obtenue en 7 à 15 ans; en moyenne, 10 ans».

- **bio-gaz**: *TTY Corporation* construit une installation de bio-gaz utilisant l'eau issue du traitement du manioc pour produire de l'électricité (cn 278).

- **bio-carburants**: le jatropha, qui a attiré beaucoup d'intérêt, est un peu victime de la crise et de la baisse du coût des carburants. Une dizaine de compagnies continuent des recherches. Les ventes de semences ne sont pas très actives. Il y a des plantations, de 200 à 800 ha, mais pas encore de très grandes surfaces, comme il en avait été question.

- **énergie solaire**: objectif 2 000 villages. Il existe déjà 545 installations réalisées pour des édifices publics, à titre de démonstration, avec l'appui du Premier ministre.

L'idée est de grouper en communautés d'utilisateurs les utilisateurs de *stations de batteries solaires*.

Il en existe déjà, par exemple à une centaine de km de Phnom Penh une *community electricity Hun Sen 317* pour militaires invalides, station de batteries solaires qui produit 20 kw. L'installation est chère, beaucoup plus que la biomasse, mais ensuite c'est gratuit, il n'y a pas d'entretien, il n'y a aucune pollution, et c'est pour le très long terme.

A long terme, avec 20 millions de dollars de dons et prêts, on prévoit 12 000 systèmes solaires qui pourront alimenter 50 000 foyers.

- **le vent**: il y a du vent sur la côte. Faut-il construire des champs d'éoliennes en mer ? Ce qui manque, ce sont les ingénieurs, et les moyens financiers.

Électrification rurale: remplacer les batteries

Dans les villes de province, le réseau de distribution est le plus souvent alimenté par une centrale locale au fuel.

Dans les villages, dans les habitations isolées où n'existe aucun réseau, le système le plus utilisé c'est la batterie de voiture que l'on utilise environ 4 heures par jour pour, le plus souvent, un ou deux tubes néon et un poste de TV noir et blanc, ou un ventilateur. Il faut recharger la batterie une fois par semaine si elle est neuve, deux fois après la première année. Avec l'amortissement de la batterie et le coût de la recharge (2000 riels), la dépense est d'environ 15 000 riels par mois (environ 4 dollars).

Est-il possible de remplacer ce système individuel, parcimonieux, minimal, par autre chose qui soit moins coûteux que le fuel ? Qui puisse alimenter des activités contribuant au développement (machine à coudre, pompe, scierie, outils électriques, ...) ?

Il existe en principe beaucoup de solutions possibles. Chaque cas demande à être étudié. Il peut être économique pour une dizaine de maisons proches d'une ville de tirer à partir du réseau existant un fil qui alimentera une maison après l'autre.

Pour une commune plus isolée il peut être meilleur de créer un mini-réseau et de partager les frais d'une installation collective. Les études faites montrent qu'un groupement d'une dizaine de maisons, d'une commune, sont les meilleures unités à considérer. Il faut créer des communautés qui géreront des mini-réseaux.

Mais quelle source d'électricité choisir ? On ne peut pas encore compter sur le solaire, ni sur le vent, l'installation est beaucoup trop chère. Le meilleur choix ne s'impose pas forcément. Est-on prêt d'un possible micro barrage hydro électrique ? Faut-il un générateur diesel ? Une installation de biomasse et pour cela les cultures locales fournissent-elles de la brisure de riz ? De maïs ? Selon le sol, l'irrigation, etc... faut-il cultiver le leucaena, le gliricidia, l'acacia (il pousse plus lentement mais son pouvoir calorifique est meilleur), l'eucalyptus, le jatropha ? Quelles surfaces prévoir en fonction de l'importance du réseau ?

Les études poussées de la Jica établissent un tableau des avantages et inconvénients comparés de l'hydro électricité, de la biomasse (supposée tout à fait au point, ce qui est encore assez prématuré), du diesel. Dans le cas du diesel et de la biomasse, il faut prévoir 2 ou

3 personnes pour le fonctionnement des machines et leur entretien. Y a-t-il, des gens capables dans le voisinage ? Ces études montrent que pour qu'une installation de biomasse soit rentable, elle doit desservir au minimum 200 foyers. Il doit y avoir des contrats avec des producteurs de biomasse, quelle qu'en soit l'origine.

Cette organisation n'est pas simple. Au niveau national il faudrait une *Direction de l'électrification rurale*, et une législation ad hoc. Au niveau local, il peut s'agir d'une entreprise créée par un investisseur local (fabricant de glace, minotier, commerçant, ...), une *Rural Electrification Enterprise*, ou bien d'une installation créée et gérée par la *Community Electricity of Cambodia*.

Au niveau des usagers, il faudra pour chaque mini-réseau quelques salariés, et un apprentissage, et une assistance extérieure, pour que la gestion commune fonctionne, que chaque système soit rentable. Cette aide peut venir d'ONG spécialisées (formation, gestion, assistance technique), d'EDC (formation technique), du *Rural Electrification Fund* (financement), de l'EAC, *Autorité pour l'Électricité du Cambodge* (réglementation).

Que faire dans le cas où un foyer n'a pas les moyens de faire partie du réseau, de payer son électricité même à faible prix ? L'étude de la Jica préconise qu'il puisse s'acquitter en journées de travail.

Que faire lorsque le système ne fonctionne pas, ou mal ? On retrouve là les mêmes questions que pour les communautés forestières et les communautés de gestion de l'eau (voir «*La gestion collective de l'eau*», *cn 274*).

L'étude de la Jica donne un modèle de réglementation d'une communauté gérant son propre réseau, en 16 articles: bureau de gestion, cotisations, mesure de la consommation, paiement des factures, entretien, etc ...

On espère que se créeront des communautés produisant de l'électricité à grande échelle, bien gérées, capables de la vendre à l'extérieur (plus les utilisateurs sont nombreux plus le coût de l'électricité diminue), et qui seront bénéficiaires. On essaie d'attirer des investisseurs. Ils peuvent créer une entreprise privée, dite *REE Rural Electrification Enterprise*, ou bien financer une ou des entreprises locales. Dans bien des cas il s'agira de moderniser, de rentabiliser, d'étendre des mini-réseaux déjà existants.

On est là aux commencements d'une très grande ambition pour le long terme: l'électrification du monde rural. C.n.

Programme d'électrification rurale 2020 selon le master plan de la Jica

Le nombre de foyers à électrifier d'ici 2020 s'élève, selon le projet Ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines /Jica à **872 000**:

- **600 000** doivent être par l'extension du réseau national (*barrages hydroélectriques, importations d'électricité, centrales au gaz, centrales charbon,...* voir *cn 272*)
- **272 000** par des procédés divers:

Mini-réseaux: 200 000

- micro-hydro, hybrid : 9 000
- biomasse: 168 000
- diesel 23 000

solaire : 72 000

- stations de batteries solaires: 60 000
- systèmes solaires individuels 12 000
(avec l'aide de la Banque mondiale)

On voit que la biomasse doit jouer un rôle prépondérant dans l'électrification des foyers « hors réseau ».

Où en est le Cambodge ? (suite)

- **mini et micro barrages hydroélectriques:** «*pour l'hydro-électricité, nous avons une chance c'est de bénéficier de l'expérience des pays qui nous ont précédé*». Nous avons au Cambodge plusieurs barrages en activité, prochainement celui de Kamchhay, 6 ou 8 en construction et beaucoup d'autres à l'étude. De 2010 à 2020, le programme gouvernemental prévoit la construction de 9 barrages hydro-électriques. Dans 20 à 25 ans, la production suffira pour les besoins du Cambodge.

L'étude de la Jica a repéré les sites –plus de 150– où pourraient être installées de mini ou micro générateurs d'électricité. Elle signale des systèmes très frustes (une hélice entraînée par une chute d'eau d'1 m de hauteur, ou par le courant d'un petit canal dérivé et un mini-générateur), produisant 0,5 à 1,5 kW; matériel fabriqué en Chine et au Vietnam, vendu de 150 à 400 dollars. Elle montre comment avec un canal dérivé d'une rivière on peut, dans un terrain montagneux, créer utiliser une succession de chutes d'eau.

Ajoutons que sur certaines rivières on peut voir des norias très bien construites avec des moyens locaux qui relèvent l'eau et irriguent des rizières. Avec le même savoir-faire local, on pourrait probablement créer des mini-centrales «au fil de l'eau».

En attendant ...

Toutes ces recherches foisonnantes sur les énergies renouvelables, toutes ces expériences sont encore très loin de l'objectif: remplacer les moyens traditionnels de produire de l'énergie, c'est à dire les carburants à base de pétrole, le gaz, le charbon ... Les énergies renouvelables ne représentent encore qu'une infime proportion de l'énergie consommée au Cambodge. Ni les décideurs ni les consommateurs ne peuvent attendre qu'elles soient rentables, et réellement productives.

«Pour le court et moyen termes, nous avons besoin de centrales hydro-électriques de générateurs au diesel, et de centrales au charbon, qui produisent une électricité moins chère. Il est prévu une centrale au charbon de 100 Mw à Sihanoukville et une autre à Koh Kong. Il pourrait en être construit 9 pendant les 10 années qui viennent.

- **énergie nucléaire:** le Vietnam et la Thaïlande y pensent. Pour l'instant le Cambodge ne l'envisage pas. Il n'en a pas les moyens, ni financiers ni humains ni techniques. Il faut d'abord aller à l'immédiat, mobiliser les ressources locales disponibles. C.n.

[voir aussi «*Barrages, lacs, irrigation, hydro-électricité, cn 275; Électricité: la course entre la production et la demande jusqu'en 2024* », *cn 272*.

Génocide ou non ?

Les quatre incarcérés dont l'instruction se termine, Nuon Chea, Ieng Sary, Khieu Samphan, Ieng Thirith, dont le procès va commencer, auront à répondre du crime de génocide envers les Chams et les Vietnamiens, en plus de celui de crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

Y a-t-il eu *génocide* ? Voilà un bon sujet pour les juristes. Il peut animer des mois de discussions. Qualifier ou non de génocide ce qui s'est passé entre 1975 et 1979 est de la plus grande importance pour le réquisitoire, pour la défense, pour la sentence.

Il ne s'agit pas du tout de minimiser les crimes ni la responsabilité des dirigeants de l'Angkar mais, en s'en tenant aux faits, de bien les définir.

Dans l'acception courante, il y a eu tant de victimes au Cambodge que l'on applique, par commodité, le terme le plus fort: *génocide*. Le terme génocide a été tant de fois appliqué qu'il est passé dans le langage courant, comme un cliché, et qu'il peut paraître suspect de le mettre en question.

Mais si l'on suit la définition du terme génocide, établie au lendemain de la seconde guerre mondiale, il faut qu'il y ait eu chez les responsables khmers rouges *intention* d'exterminer particulièrement, tout ou partie, un ou des groupes nationaux, ethniques, une race, une religion.

L'Angkar a-t-il eu l'intention d'exterminer un ou des groupes particuliers de la population ? Les auteurs spécialistes de la période Khmer rouge en ont déjà abondamment débattu. Par exemple Marek Sliwinski, Ben Kiernan, Philip Short, quantité d'autres. *Cambodge Nouveau* a consacré récemment deux pages au sujet, avec chiffres et citations de ces spécialistes (cn 279).

Disons nettement que c'est l'opinion de Philip Short qui nous paraît la plus solidement étayée: non, il n'y a pas eu génocide dans le sens rigoureux du terme, c'est-à-dire projet d'exterminer un ou des groupes particuliers. Reprenons les arguments, qu'ils aient été ou non employés par P. Short ou d'autres:

- il n'existe aucun document, aucun discours, qui exprime de la part des responsables de l'Angkar l'intention d'éliminer systématiquement un groupe ou un autre – à la différence évidente de ce qui s'est passé jadis pour les juifs avec «la solution finale». On n'a aucune connaissance d'ordres qui auraient été donnés par la hiérarchie, par l'Angkar «d'éliminer les Chams», «d'éliminer les Vietnamiens» (s'il y avait eu de tels ordres, on en aurait des témoignages).

- d'une façon générale, il n'y a pas eu de doctrine, d'idéologie, de théories, de projet khmer rouge à long terme bien définis (pas de *Mein Kampf*, pas de *Petit livre rouge*), seulement l'idée très générale de collectiviser la société, de créer un homme nouveau débarrassé des influences étrangères. Il n'a jamais été dit qu'en conséquence de cette idée très générale il fallait *exterminer* telles ou telles catégories de la population. Certaines catégories ont été traitées plus durement, c'est certain, mais pas avec l'intention de les supprimer, plutôt celle de les punir, de les asservir comme dit P. Short.

C'est d'ailleurs l'une des bonnes questions que l'on pourrait poser aux prochains accusés: «avez-vous eu une politique ethnique, religieuse ? Vous avez démolé la cathédrale de Phnom Penh, transformé les pagodes en porcheries, brûlé les archives: vouliez-vous exterminer tous les fidèles ?» Nuon Chea, qui passe pour l'«idéologue» du système aura peut être quelque chose à dire.

Les agissements de l'Angkar, les massacres individuels et collectifs semblent avant tout défensifs: les dirigeants cherchaient à maintenir leur domination par la crainte, la surveillance, la dispersion, l'élimination de tout ce qui pouvait les menacer ou les gêner, gens qui s'intégraient mal au système collectif, qui étaient susceptibles de renâcler, gens instruits, gens dits du «nouveau peuple» (habitants des villes envoyés à la campagne), bouddhistes qui s'opposent à la violence, gens «différents» comme les Chams, les Vietnamiens, les Chinois, les catholiques, ... et simples Khmers en désaccord avec le système.

Ce sont plutôt des critères de situation sociale, d'activité pro-

fessionnelle, de dangerosité potentielle, qui ont déterminé les tueries.

- Certains groupes ont plus souffert que d'autres: les anciens officiers de Lon Nol, les Chams, les Vietnamiens, les Chinois, les catholiques ... Chaque cas est explicable: pour une raison ou une autre, ces gens étaient gênants ou potentiellement dangereux.

Les officiers de Lon Nol évidemment constituaient une menace. Ils pouvaient s'organiser, exploiter les faiblesses des khmers rouges, qu'ils connaissaient bien, qu'ils avaient tenu en lisière pendant 5 années. Ils ont été les premiers éliminés, dans la première phase, «militaire», de la période khmère rouge.

Pour les Chams, leur cas est bien documenté. Oui leur pourcentage d'élimination est très élevé, 40,6 % d'entre eux selon les calculs de Marek Sliwinski. Mais s'ils ont été plus particulièrement victimes c'est qu'ils se pliaient mal à la discipline khmère rouge. Les relations avec les dirigeants khmers rouges se sont gâtées –après une période de bonne collaboration, pendant la phase militaire de la période– lorsque l'Angkar leur a dit de ne plus aller à la mosquée mais aux réunions du parti, de manger du porc, de travailler en coopératives, de ne plus parler leur langue, lorsque les filles ont dû abandonner le voile et se couper les cheveux ... Les Chams ont renâclé, il y a eu une révolte, des tueries dans la région de Krauch Chmar. Leur élimination ne semble pas l'effet d'ordres venus d'en haut, plutôt de décisions locales lorsqu'ils constituaient une gêne, une résistance.

Pour les Vietnamiens, les tueries sont facilement explicables: ils étaient les ennemis déclarés (les khmers rouges ont fait de nombreuses incursions sanglantes en territoire vietnamien), ils occupaient une large frange du territoire cambodgien, on attribuait au Vietnam tous les maux, tous les complots qui menaçaient le système khmer rouge. Et les Vietnamiens sont traditionnellement victimes de la vindicte khmère.

Pour les Chinois, dont la mortalité a été énorme, on ne voit pas du tout pourquoi l'Angkar aurait voulu s'en débarrasser, d'autant que la Chine aidait puissamment le régime. Plutôt ils ont été suspectés de former des réseaux, de mal s'assimiler au système collectif étant le plus souvent boutiquiers, commerçants, prêteurs d'argent ... ils étaient en général plus riches que la moyenne. Et puis, comme on les a envoyés travailler sur les chantiers, ils sont morts d'épuisement et de maladies.

- Si l'Angkar avait eu pour objectif d'éliminer certains groupes ethniques, il y aurait beaucoup plus de différences entre le taux d'élimination de ces groupes et celui des khmers «ordinaires».

Or la différence existe, mais elle n'est pas énorme.

Le taux d'élimination moyen, selon Sliwinski: 31 % à 32,5 % de la population; pour les Vietnamiens: il est de 37,5 %; pour les Chinois de 38,4 %; pour les Chams de 40,6 %; pour les catholiques de 48,6 % (cn 279).

S'il y avait eu instructions venues du Centre d'éliminer tous les Chams, par exemple, le taux d'extermination devrait être beaucoup plus élevé.

Si l'idée générale avait été de préserver les Khmers de base et d'éliminer tous ceux qui ne l'étaient pas, il aurait été facile d'éliminer tous les Chams, tous les Vietnamiens, tous les Chinois, puisqu'aucun principe d'ordre moral ne s'y opposait, puisqu'on obéissait aveuglément à l'Angkar, puisque pratiquement les tueries en masse ne présentaient pas de difficultés.

Pour toutes ces raisons, il semble qu'il n'y ait pas eu «génocide» prémédité, programmé, organisé, que l'appartenance ethnique ou religieuse n'ait pas été la raison majeure des exécutions et massacres. Plutôt que de programme à long terme il s'est agi de mesures prises au coup par coup, par des dirigeants sur la défensive, bien conscients de leur faiblesse numérique et matérielle, qui n'avaient comme objectif que de collectiviser, et de se maintenir leur pouvoir en supprimant les ennemis réels ou potentiels.

Bref on peut estimer comme Philippe Short, David Chandler, Henri Locard: crimes contre l'humanité évidemment oui, génocide, non.

En tous cas, on en discutera beaucoup et longtemps.



LIVRES

Images d'Asie du Sud-Est Monographie dessinée de l'Indochine

Ce beau livre, grand format, dans un coffret cartonné, présente 325 images, en noir et en couleurs. Elles sont tirées, explique Jean-Jacques Donard, chef du projet Valease, de la *Monographie dessinée de l'Indochine*, un recueil de 17 fascicules réalisés dans les années 1935 à 1938 par l'École d'Art de Gia Dinh -aux environs de Saïgon-, et aujourd'hui conservés à la Bibliothèque des Sciences générales d'Ho Chi Minh-Ville.

Dans le cadre de la coopération instaurée entre la BSG et le projet régional français Valease, ces images ont pu être photographiées, numérisées et traitées par l'atelier PhotoPhilBat de Phnom Penh. Débarrassées des atteintes de l'âge par un minutieux travail de nettoyage, les voici comme neuves.

Ce livre a été présenté le 14 décembre, lors de l'inauguration par l'Ambassadeur de France Jean-François Desmazières de l'Exposition *Images d'Asie du Sud-Est*, à la Bibliothèque nationale.



Une nha què au retour du marché portant son enfant
Mother returning from the market, carrying her child

On tourne les pages avec plaisir, passant - dans l'ordre alphabétique- de l'Annam au Cambodge, à la Cochinchine, au Laos, au Tonkin ... on est aux temps de la colonisation et du protectorat.

On retrouve les thèmes qui ont toujours séduit les visiteurs: jadis dessinateurs, graveurs, aquarellistes, qui séduisent aujourd'hui les photographes: vie quotidienne, femmes au marché, vie rurale - rizières, battage du riz, charrettes, enfants sur des buffles...-, pagodes, bonzes, danses traditionnelles, artisans au travail, femmes au métier à tisser, pêcheurs, jonques, pirogues, sampans, échoppes, musiciens, personnages de théâtre, les berges du Mékong, les arbres géants qui enlacent les ruines, ... les images en somme qu'un visiteur souhaite garder en mémoire. Il y a là une Indochine aimable, paisible, colorée, rêvée autant qu'observée.

Il y a aussi ça et là des documents: la porte ouest de la citadelle de Hué, le pont Paul Doumer sur le fleuve rouge (un pont Eiffel), des tenues vestimentaires de minorités, des chapeaux comme on n'en voit plus ...

A lire la préface de Louis Malleret, écrite en 1935, on peut se demander si, depuis 80 ans, la curiosité, l'émotion, l'émerveillement ne se seraient pas émoussés, et peut-être aussi le talent littéraire:

« Ainsi, des horizons noyés du delta aux portiques des pagodes, des occupations rurales aux scènes de la vie citadine, de la mélancolie des tombeaux aux fantaisies du théâ-

tre et de l'art ancien, les albums de l'école de Gia Dinh nous ont conduit à une intelligence pénétrante des habitudes et de l'esprit d'un peuple.

« D'autres témoignages sont assurément plus doctes, plus substantiels, plus riches d'érudition que ceux-ci. Aucun n'est certainement plus fidèle, plus véridique, plus éloquent que telles de ces compositions indigènes (...) et voilà pourquoi sans doute la poésie des images est plus émouvante que celle de toutes les évocations pittoresques. Elle porte la trace de toutes les chimères et de tous les songes qui accompagnèrent notre découverte du monde, de nos désirs et de nos impatiences, de nos enchantements puérils et de nos déceptions. Elle est le vivant reflet de nos expériences passées et comme la secrète confiance du coeur ».

30 000 images sur le DVD-R d'accompagnement

Les 325 images présentées dans ce livre ne sont qu'une infime partie de celles que nous restitue le DVD-R d'accompagnement. Elles proviennent d'un millier de livres et revues écrits entre 1872 et 1939 par des Français ou des autochtones sur les trois pays de l'ex-Indochine: le Cambodge, le Laos et le Vietnam. « Toutes ces images ont été classées, cotées et indexées ce qui, à l'aide de mots-clés, permet une recherche commode dans cette très riche base de documentation iconographique unique en son genre ».

Le rabat de couverture indique toutefois: l'installation des logiciels nécessaires à la consultation nécessite le « Service Pack 2 » de microsoft », ce qui peut dissuader plus d'un lecteur.

C'est un système très perfectionné qui nous est offert là, résultat d'un très grand travail de classement. On peut faire des recherches par « champ » (trouver les œuvres de tel auteur ...), on peut avoir des informations concernant chaque image, on peut avoir en format miniature la totalité des 30 000 images. On peut sélectionner ces images et les voir en grand format. Tout cela est à la portée d'un utilisateur d'ordinateur non spécialiste ... mais il vous faut ce Service pack 2 de microsoft.

Les organisateurs de l'exposition ont mis aussi à la disposition du public un **CD-R** qui reproduit les images grand format présentées à la Bibliothèque Nationale, et une **clé USB** qui



Poseur de ventouses (scène de marché)
Man cupping glass (scene at the market)

présente la **Bibliotheca Khmerica**, collection de livres anciens numérisés, en français et en khmer, provenant de la Bibliothèque nationale du Cambodge et du Musée national du Cambodge.

Images d'Asie du Sud-Est, Cambodge—Laos—Vietnam, 1935—1938, 1 vol. grand format cartonné, 140 p., éd. de la Bibliothèque nationale, 2009.



Le Guide Total des Routes et du Tourisme au Cambodge un cadeau utile, un joli cadeau

en vente à Carnets d'Asie, Monument Books, International Book Center, Peace Book Center, Thai Huot Market, The Bike Shop, Boston Book Cy, Cambodian Country Club, L'Imprévu, Phnom Penh International Airport, Siem Reap International Airport ...



Chambre de Commerce Franco-cambodgienne / CCFC

Lors de son Assemblée générale, la

Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne, qui compte maintenant 130 membres, a élu un nouveau Conseil d'administration de 16 membres. Le CA a le 14 décembre élu un nouveau président et les membres du nouveau bureau. Président Antoine Fontaine (*Bun and Associates*), vice-Président : Laurent Notin, Trésorier Patrick Gourlay (ANZ), Secrétaire général Guillaume Massin (*DFDL Mekong*), Secrétaire général adjt. Bruno Quillet. Le poste de Directeur, succédant à Denis Gambade, reste à pourvoir.

Loi sur l'expropriation

L'objectif de cette loi, adoptée par l'Assemblée le 29 décembre, est de donner le droit au gouvernement d'exproprier lorsqu'il s'agit de l'intérêt général, par exemple construire une route, une voie ferrée, un établissement public, ... et de donner à l'exproprié le droit à une compensation. La loi établit le mécanisme des expropriations. Le budget doit prévoir un fonds ad hoc, il y aura un Comité des expropriations, créé par le ministère des Finances et présidé par un représentant de ce ministère, pour établir le niveau des compensations et les réaliser. Les critiques estiment que l'information des propriétaires concernés et leur participation aux discussions n'est pas garantie, que la décision d'exproprier et le montant de la compensation sont entièrement au pouvoir du gouvernement. Comme un très grand nombre de propriétaires n'ont pas de documents officiels, ils craignent que beaucoup ne se trouvent lésés.

Là comme ailleurs le bien fondé de la loi n'est pas contesté, c'est la façon dont elle sera appliquée qui suscite des inquiétudes.

Chemins de fer: les travaux commencent sur la ligne sud.

La décision de l'ADB le 16 décembre, longtemps attendue, de contribuer pour 42 millions supplémentaires à la rénovation des chemins de fer, déclenche la mise en application du contrat de gestion des lignes signé par la société australienne *Toll Holdings* en juin dernier.

Les travaux de rénovation, réalisés par TSO, vont pouvoir commencer sur la ligne sud, jugée prioritaire par Toll, parce qu'elle sera rentabilisée par le transport de fret containers, ciment ...). Il n'y aura plus que quelques gares (4 ou 5) sur ce trajet.

DIVERS

La ligne nord, Phnom Penh—Poipet, où

TSO a commencé des travaux de défrichage et de préparation de la ligne (les 48 km manquants de Sisophon à Poipet) sera réhabilitée ensuite.

La rénovation de la ligne sud devrait être terminée vers Juin 2011.

(pour plus d'informations, notamment interviews de Gilles Goepfert, TSO, voir cn 280, 278, etc ...).



Copenhague: premières escarmouches

La réunion à Copenhague, en décembre, de 192 pays, et des plus importants chefs d'Etat, et un gros battage médiatique préparatoire avaient fait imaginer que l'on se mettrait en deux jours d'accord pour sauver la planète des méfaits de la pollution et du réchauffement climatique. La déception est à la mesure de l'illusion: l'une et l'autre ont été exagérées.

Avant de réussir la lutte contre le réchauffement, il faut retrouver le sang-froid. Il reste évidemment un énorme chemin à faire avant que les grandes puissances, les grandes entreprises parviennent à s'accorder sur des concessions à grande échelle, sur leurs obligations respectives. On touche là à des intérêts énormes, et de chaque côté les dossiers sont solides: pourquoi la Chine accepterait-elle de freiner son développement alors que les Etats-Unis polluent à tout va ? Dans cette grande bataille, la réunion de Copenhague n'a été qu'une première escarmouche.

Les tentatives d'organisation à l'échelle mondiale sont encore assez rares, toujours difficiles, cahotiques. Avant de créer l'ONU, on avait expérimenté la Société des Nations. Avant que vole le premier avion, on a cassé beaucoup de prototypes.

En même temps que ces tentatives de solutions «globales», à l'échelle des Etats et des multinationales, il faut certainement poursuivre de façon moins spectaculaire les recherches sur les énergies de substitution.

Il pourrait y avoir là, au lieu de confrontations d'intérêts économiques et financiers à grande échelle une conjugaison des efforts, de la même façon que des laboratoires dispersés dans le monde entier font des recherches dans les mêmes domaines, sans que la compétition provoque des affrontements, et finalement dans l'intérêt de tous.

Bornes: on arrache ...

Plusieurs bornes en bois supposées marquer temporairement la frontière avec le Vietnam dans la province de Svay Rieng (sites 184, 186 et 187), semblables aux six que le leader de l'opposition Sam Rainsy a fait enlever le 25 octobre dernier (site 185), ont été «subrepticement enlevées conjointement par les autorités cambodgiennes et vietnamiennes », indique le cabinet de Sam Rainsy. Ces bornes se trouvaient sur des champs appartenant à des agriculteurs. Réalisant que leur situation était légalement contestable et conduisait, s'agissant des accusations portées contre Sam Rainsy, à un imbroglio juridique, les autorités ont fait la même chose que Sam Rainsy: elles ont enlevé les bornes, explique le 5 janvier le message de son cabinet.

Comme à la Maison Delicatessen

Restaurant, Deli Shop & Catering



13 St 57, Phnom Penh - 023 360 801 / 012 951 869
www.commealamaison-delicatessen.com
Tous les jours de 6h00 à 15h00 et de 18h00 à 22h30

Guide Total des Routes et du Tourisme

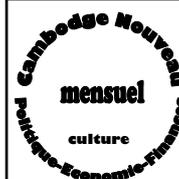
La cinquième édition, 2009—2010 est parue. 126 pages. Textes et cartes mis à jour et très enrichis. Plus de 130 photos. Itinéraires. Beaucoup d'encadrés concernant les sites archéologiques, les sites naturels, les zones protégées et l'éco-tourisme, la société, l'économie du Cambodge, ... La version en anglais est en vente dans les mêmes librairies.

**le Guide Total des Routes et du Tourisme
un cadeau utile, un joli cadeau**

En vente à *Carnets d'Asie, Monument Books, International Book Center, Peace Book Center, Thai Huot Market, Phnom Penh International Airport, le Cambodia Country Club, Boston Book Company, The Bike Shop, ...*

CAMBODGE
NOUVEAU

le journal
des
dé-
cides
votre
meilleur
investissement



Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel

photos *Cambodge Nouveau* etc ...

distribué par e-mail
depuis le n° 253 de Juin 2007

CAMBODGE NOUVEAU

B 58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh
tel 023 214 610 portable 012 803 410
E-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh